

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure la SAS SOFOVAR
de respecter les prescriptions réglementaires applicables à ses activités de transit et
regroupement de déchets dangereux exercées,
126 avenue Louis Lépine, ZI du Capitou à Fréjus

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2006 modifié par les arrêtés préfectoraux des 24 septembre 2009, 23 janvier 2012 et 22 mars 2022 autorisant la société SOFOVAR à exploiter un centre de transit de déchets dangereux, situé, 126 avenue Louis Lépine, 83600, Fréjus ;

Vu la visite d'inspection le 2 avril 2026 de l'installation de la société SOFOVAR, sise, 126 avenue Louis Lépine à Fréjus ;

Vu la communication à l'exploitant le 13 avril 2026, du rapport de visite d'inspection et du projet d'arrêté portant mise en demeure valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, consécutifs au contrôle des installations susdites, le 2 avril 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 23 avril 2026 qui n'ont pas satisfait aux griefs soulevés par l'inspecteur de l'environnement ;

Considérant que lors de sa visite le 2 avril 2026, l'inspection des Installations classées a constaté les faits suivants :

- le plan des installations fourni ne répertorie pas l'ensemble des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies ou d'explosions (ATEX), identifiées dans les différents documents internes fournis et notamment dans l'étude de dangers,
- l'absence de signalétique ATEX dans les zones concernées,
- la présence dans les zones ATEX de dispositifs d'éclairage ne portant pas les marquages réglementaires de conformité et l'absence de déclarations de conformité CE et de notices d'utilisation de ces matériels ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 48, 60 et 65 de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010, susvisé, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOFOVAR de respecter les prescriptions des articles 60, 65 et 48 de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010, précité, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Var,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La SAS SOFOVAR, dont le siège social est situé, 86, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou à Fréjus, est mise en demeure de respecter, ***dans un délai de deux mois*** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 48, 60 et 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé, applicables au centre de transit de déchets dangereux, qu'elle exploite au, 126 avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, sur la commune de Fréjus.

Article 2 – Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 - Notification & publicité

Le présent arrêté sera notifié à la SAS SOFOVAR.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 5 - Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, à la sous-préfète de Draguignan, au maire de Fréjus, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

26 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI